

## La pandémie d'euthanasie médico-économique (2/2)



Par Khider Mesloub et Robert Bibeau

La première partie de ce texte est disponible ici :

La pandémie d'euthanasie médico-économique (1/2) – les 7 du quebec

### L'euthanasie sociale sous le socialisme et sous le fascisme

Curieusement, cette « euthanasie sociale » (socialiste et/ou social fasciste) des personnes âgées et vulnérables, opérée à la faveur de la pandémie du Covid-19, a une résonance historique avec une pratique de l'État nazi appelée l'Aktion T4, programme d'extermination de plus de 300 000 Allemands handicapés physiques et mentaux. L'Aktion T4, appelé aussi « programme d'euthanasie » est un véritable protocole d'élimination des handicapés physiques et mentaux mis en œuvre dès 1939 à la demande expresse d'Adolphe Hitler. À cet égard, ironie de l'histoire linguistique, il n'est pas inutile de relever que le terme euthanasie contient le mot nazi (euthanazi), comme l'a écrit Lionel Chrzanowski : « *De l'euthanasie à l'État nazi, il n'y a que quelques lettres d'indifférence* ».

L'État nazi voyait ces personnes comme une charge pour la société, n'ayant aucune utilité pour la nation (sic). Les personnes à exterminer étaient sélectionnées par les médecins et réparties en trois groupes : celles souffrant de maladie psychologique, de sénilité ou de paralysie incurable ; celles hospitalisées depuis au moins cinq ans ; et enfin celles internées comme aliénés criminels, les étrangers et celles qui étaient visées par la législation raciste nationale-socialiste. Dans l'optique des nazis, les faibles d'esprit et tuberculeux, les enfants atteints de malformations et les vieillards malades, étaient des individus improductifs, antisociaux, mais surtout un fardeau social pour le système sanitaire et financier de l'État. Ils étaient considérés comme de véritables « choses inutiles ». Aussi, l'assistance de ces personnes était un gaspillage, en particulier dans un contexte où le pays devait concentrer toutes ses énergies sur l'effort de guerre (aujourd'hui, en 2021, pour le moment la guerre est économique, et conséquemment diplomatique, juridique, politique et idéologique, mais elle ne va pas tarder à se transformer en conflagration armée généralisée, permettant de concrétiser à l'échelle mondiale le programme d'euthanasie planifié). Les arguments eugéniques et d'hygiène sociale visant la création d'une pure race germanique (aujourd'hui le système capitaliste, avec sa tentative de reconfiguration économique sur fond de destruction des secteurs obsolètes de

l'économie et d'euthanasie sociale des personnes vulnérables en raison du coût de leur entretien et de leurs soins), vise à créer une nouvelle « race » (catégorie-classe sociale) de producteurs salariés numérisés et atomisés et de consommateurs isolés -désocialisés- d'e-Commerce, autrement dit une société avec moins de grandes unités-usines concentrationnaires- de production (sources de dangers de fraternisation de la classe ouvrière) et sans commerces physiques de proximité, devenus coûteux, désuets, non rentables) se mêlaient aux exigences utilitariste, chères aux libéraux.

Il faut comprendre ici que cette stratégie de démantèlement-réorganisation (Great Reset) de la nouvelle économie politique capitaliste vise particulièrement la petite et la moyenne bourgeoisie dont l'avenir de paupérisation et de prolétarisation est tracé par les complotistes du Grand capital mondialisé. On comprend mieux que ces segments marginaux et sacrifiés de la bourgeoisie dominante montent aux créneaux de la Résistance à l'hystérie pandémique du Covid-19. (([1] Marie-Estelle Dupont: «Les individus sont fragilisés par cette répression, ce chantage, cette manipulation médiatique» – les 7 du quebec)) Ces segments bourgeois adoptent deux tactiques différenciés. Un segment de la petite bourgeoisie se soumet au diktat des grands patrons et ordonne à la populace (plèbe) de se soumettre aux autorités « démocratiques » totalitaires, espérant ainsi sauvegarder leurs privilèges de classe en perdition. Un second segment de cette basse bourgeoisie se révolte et mène la charge contre l'évolution incontournable – inévitable – du monde de production capitaliste monopoliste, espérant ainsi entraver la marche en avant inéluctable du Grand capital moribond. (([2] Résultats de recherche pour « crise économique » – les 7 du quebec)) Peine perdue, l'histoire ne revient jamais sur ses pas... ces petits bourgeois l'apprendront de triste façon. Nous espérons qu'à la fin de leur périple ils se rallieront au prolétariat plutôt qu'au fascisme de leurs patrons.

## Les gouvernements des États capitalistes de gauche et de droite

Quoi qu'il en soit, les gouvernants ne peuvent pas s'exonérer de leur responsabilité dans cette tragédie en arguant qu'ils ignoraient la menace de l'épidémie du coronavirus. Depuis plusieurs années, les scientifiques n'ont pas cessé de tirer la sonnette d'alarme. Les autorités médicales internationales (OMS) comme les États de tous les pays capitalistes étaient informés de la menace d'une épidémie liée aux coronavirus. D'autant mieux informés que le Grand capital mondialisé subventionnait des dizaines de laboratoires militaires de recherche de nouvelles armes bactériologiques de tuerie massive (virus à gain de fonctions meurtrières virales). (([3] Résultats de recherche pour « gain de fonction » – les 7 du quebec)) Or, comme on le constate dramatiquement aujourd'hui, aucune politique de santé prophylactique n'a été instituée, ni aucune thérapeutique curative n'a été expérimentée. Le scandale Ivermectine – les 7 du quebec Les États ont délibérément ignoré les recommandations des autorités médicales en refusant de développer une véritable politique de santé prophylactique et curative. (([4] Pr Didier Raoult – Bilan scientifique suite à la terreur pandémique du COVID-19 – les 7 du quebec)) Pour des raisons de restrictions budgétaires, ils ont détruit le système de santé, notamment le secteur de prévention sanitaire tout comme les secteurs des soins de longue durée (CHSLD

et EHPAD).([5] Mourir parmi les personnes âgées emprisonnées en CHSLD ou en EHPAD! – les 7 du quebec)) Car, pour le capitalisme, les dépenses de prévention sont « improductives » – c'est-à-dire ne produisent pas de profit. Aussi, l'État, organe de planification et de rationalisation de la domination de classe, alloue-t-il un financement dérisoire à ce poste budgétaire jugé stérile en termes de rentabilité économique et sociale.

Comment expliquer cette barbarie à visage démocratique ?

En premier lieu, comme on l'a souligné plus haut, du fait des restrictions budgétaires, responsables ces dernières années du démantèlement des hôpitaux et de la réduction des effectifs des personnels soignants (qui se poursuit encore aujourd'hui en pleine pandémie). Mais, plus globalement, cette politique sanitaire dépourvue d'humanité s'inscrit dans une « philosophie » de l'existence libérale où l'intérêt individuel prime sur les besoins primordiaux collectifs, conception particulièrement répandue parmi les classes dirigeantes cyniques, au sein des instances gouvernementales et entrepreneuriales. La mondialisation a converti l'ensemble des oligarques et larbins politiques à la logique comptable en matière de rapports sociaux. Pour cette pensée marchande vénale, l'homme n'est pas la fin de l'organisation sociale et politique mais seulement le moyen de l'accumulation du capital, ce que nombre de Résistants appellent communément « le règne de l'argent roi » oubliant que l'argent n'est que la représentation du capital variable (salaire) et du capital constant (immobilisation et machinerie) . En serré dans l'idéologie du culte de la performance (productivité) et de la compétition (concurrence pour les marchés) pour l'accumulation de profits et la valorisation du capital, « l'homme capitaliste » (le ploutocrate) est assujéti à des impératifs économiques supérieurs : la conquête des parts de marché, l'accroissement de la productivité, l'expansion (valorisation) de la rentabilité des capitaux, l'extension illimitée de l'économie libidinale de la jouissance personnelle et du divertissement individuel (strictement pour le profit). De là s'explique que, pour le système capitaliste, les individus ne sont dignes d'intérêt que dans la mesure où ils constituent une marchandise active, un objet dynamique capable lui-même de consommer d'autres objets qu'ils auront payés par leur travail salarié. Dès lors qu'ils perdent leur force productive génératrice de valeur et leur dynamique consommatrice, autrement dit ils vieillissent ou deviennent inaptes au travail, ils sont considérés par le capital comme des objets à charge, un coût dont il doit se décharger. Aussi, la reconnaissance de leur qualité humaine et de leur dignité sociale disparaît-elle au sein de la société capitaliste.

Corrélativement, doivent-ils se résoudre à accepter ou à commander leur disparition, leur dépérissement. Pour les gouvernants de l'État capitaliste sans coeur, les personnes âgées ne constituent qu'un amas d'objets rouillés, d'ex-moyens de production, destinés à être jetés à la casse... comme n'importe quelle autre marchandise obsolète.

En vertu de la conception de l'obsolescence programmée chère aux libéraux, à l'instar de Schumpeter, fondateur de la théorie de la «destruction créatrice», les personnes fragiles, invalides, âgées, inutiles, devenues

surnuméraires, doivent ainsi abrèger leur durée de vie, autrement dit se laisser mourir, du coronavirus ou de quelque maladie chronique inoculée par le système capitaliste pathogène via ses laboratoires virologiques de recherche de nouvelles armes létales. Plus exactement, c'est l'État qui se charge d'abrèger leur durée de vie par leur mise à mort précipitée, au moyen de l'application de la politique d'«euthanasie sociale», dans le cadre de la conception malthusienne, cette mort volontaire, organisée par les gouvernements des riches par leur incurie volontaire, pour résoudre à leur manière scélérate la question des fonds de retraites (déficitaires et insolvables) et du déficit de la sécurité sociale, de la démographie surnuméraire. ([6] Résultats de recherche pour « retraite » – les 7 du quebec))

Pour les puissants 20% de la population active suffiraient pour faire fonctionner l'économie mondiale

En réalité, cette politique euthanasique s'intègre dans l'idéologie néo-malthusienne, c'est-à-dire la gestion de la démographie par l'accroissement de la mortalité, autrement dit la programmation de la dépopulation de la planète opérée actuellement par la pathologisation des populations (contamination virale, infection bactérienne, dégradation psychologique, aliénation sociale), la planification de la destruction de millions d'emplois occasionnée par la robotisation de l'industrie et la dématérialisation de l'économie (désignés sous le nom de Grand Reset), avec, comme corollaire, la paupérisation généralisée de centaines de millions de personnes privées de revenus, et, à court terme, la propagation de la famine, donc l'explosion de la mortalité. À cet égard, il est utile de rappeler que, bien avant le début de notre millénaire apocalyptique (marqué par deux profondes crises économiques en l'espace d'une décennie – 2008 et 2020 -), à la fin du siècle dernier, lors de la réunion des principaux dirigeants du monde capitaliste, tenue à Hôtel Fairmont de San Fransisco en 1995, cinq cents convives (parmi lesquels figuraient George Bush père, Margaret Thatcher, Václav Havel, Bill Gates, Ted Turner, Zbigniew Brzezinsky) avaient envisagé que, dans la future société hautement technologique, 20% de la population active suffiraient pour faire fonctionner l'économie mondiale. En d'autres termes, 80% de la population mondiale deviendraient inemployables, donc inutiles, surnuméraires. Avec la volonté du grand capital d'accélérer actuellement la robotisation et la dématérialisation de l'économie, donc l'expulsion de millions de salariés de la production, les prévisions des puissants du monde se concrétisent. Et, par extension, le programme d'élimination des surnuméraires en voie d'exécution par les autorités étatiques, ces succursales du grand capital financier.

Cependant, une embuche imprévue se présente sur la route des convives malthusiens de l'Hôtel Fairmont. Quelle faction du Grand capital international commandera à son profit l'armée des salariés aliénés, ce 20% de population active enchaîné? En 1995 l'émergence de la super puissance chinoise (1,4 milliard d'individus solidement encadré par un gouvernement totalitaire) n'était pas encore évidente. En 2021, la superpuissance chinoise mène son expansion dans toutes les directions sous le programme des *Nouvelles*

routes de la soie, entraînant la dérouté de l'Alliance Américaine moribonde.([7] Résultats de recherche pour « nouvelles route de la soie » – les 7 du quebec

Et débâcle américaine en Afghanistan et en Asie centrale : Résultats de recherche pour « afghanistan » – les 7 du quebec))

Faute d'hôpitaux en cours d'élagages, larbins politiciens et technocrates bureaucratiques ont opté pour l'érection du dogme du « Vaccinisme »

Pour preuve. Pour ceux qui douteraient de l'agenda machiavélique planifié par les puissances du Grand capital, illustrée par l'euthanasie sociale (élimination d'une partie de la population surnuméraire non profitable) et économique (destruction des infrastructures devenues obsolètes du point de vue du grand capital financier, ce génocidaire des petits industriels et de l'économie productive, car les industriels, singulièrement les petits indépendants, pâtissent également des politiques euthanasiques économiques infligées par le grand capital financier), il suffit de citer la dernière étude consacrée à la baisse record de l'espérance de vie enregistrée depuis l'apparition de la pandémie, baisse occasionnée par la gestion criminelle de la crise sanitaire avec ces confinements déments.([8] Résultats de recherche pour « confinements » – les 7 du quebec)) En effet, selon une étude publiée par l'université d'Oxford dans l'International Journal of Epidemiology, la diminution de l'espérance de vie dans 29 pays, dont les États-Unis, le Chili et 27 pays d'Europe (autrement dit les principaux pays de l'Alliance Américaine), est la plus importante de l'histoire moderne. Pour l'Europe occidentale, la diminution de l'espérance de vie est la pire depuis les années de la Seconde Guerre mondiale. Ces indices démographiques sont bien différents en Asie et en Afrique...Pourquoi ?

Pour les États-Unis, la diminution de l'espérance de vie est la pire depuis l'instauration des registres officiels démographiques en 1933, au plus fort de la Grande Dépression. L'étude d'Oxford conclut par cet avertissement sur les implications potentiellement mortelles à long terme de la pandémie (traduction, des mesures politiques et économiques meurtrières décrétées par les gouvernants, la pandémie est innocente dans ces manigances) :

«Bien que la Covid-19 puisse être considérée comme un choc passager sur l'espérance de vie, les preuves de la morbidité potentielle à long terme due à une Covid longue et les impacts des soins retardés pour d'autres maladies, ainsi que les effets sur la santé et l'élargissement des inégalités découlant de la perturbation sociale et économique de la pandémie suggèrent que les cicatrices de la pandémie de Covid-19 sur la santé de la population pourraient être plus durables.» En d'autres termes, le taux de mortalité va considérablement augmenter, et l'espérance de vie continuer à dramatiquement baisser. Notamment du fait de la déprogrammation de nombreuses consultations et interventions chirurgicales au cours de la pandémie politiquement instrumentalisée.

Il en est ainsi du cancer. Pour prendre la situation de la France (à généraliser à l'ensemble des pays atlantistes), selon la Ligue contre le cancer, la « crise sanitaire » a freiné considérablement le dépistage. Cette négligence médicale entraînera inévitablement une explosion du nombre de décès dans les années à venir. Car, par le dépistage précoce du cancer, la chance de guérison est de 90%. Or, du fait de la défaillance de dépistage organisée depuis le début de la pandémie, on va assister à une inversion de la tendance : la mortalité liée au cancer va augmenter de manière exponentielle. En France, selon la Ligue, quasiment 100 000 cas de cancer n'ont pas été diagnostiqués en 2020, en raison des mesures restrictives de déplacement, de confinement, et, surtout, de déprogrammations ordonnées par les hôpitaux (pour cause, soi-disant de saturation de malades de Covid. Or, les hospitalisations liées au Covid n'ont représenté (comme on le souligne ci-dessous) que 2% au cours de l'année 2020. À cette défaillance de dépistage du cancer, il faut ajouter les autres pathologies chroniques létales qui n'auront pas été détectées, traitées et soignées à temps. Aussi, à court terme, faut-il s'attendre à une augmentation très importante des décès parmi ces populations atteintes désormais de maladies chroniques létales.

Une chose est sûre : la majorité des morts du Covid est décédée par manque de soins (défaillance d'unités de réanimation, de respirateurs, d'oxygénation, de traitement médicamenteux). Et les États sont responsables de cette hécatombe covidale. Car, après avoir sacrifié le système de santé sur l'autel du capital, à défaut de pouvoir mobiliser les hôpitaux moribonds, ils ont opté pour l'érection du dogme du « Vaccinisme » (croyance en le pouvoir thaumaturgique de la *vaccination* désormais déifiée, édiflée en exclusive méthode de soin aux dépens de la thérapeutique médicale curative conventionnelle, diabolisée et excommuniée par les médecins et scientifiques stipendiés par les Big Pharma, ces Seigneurs du grand capital, Démiurges du nouvel ordre mondial despotique) en religion médicale mercantile. Les États inféodés au grand capital en sont réduits à soigner (administrer) leurs populations à coups d'injonctions dictatoriales et d'injections vaccinales. ([9] Résultats de recherche pour « vaccin » – les 7 du quebec))

Qu'importe le moyen, l'essentiel est la disparition des « vieux », des fragiles, des surnuméraires, pour être remplacés par une nouvelle génération réifiée de producteurs et de consommateurs génétiquement modifiés, façonnés selon les normes capitalistiques du nouvel ordre économique financiarisé, numérisé, dématérialisé et, surtout, déshumanisé (au double sens du terme : un monde composé d'une humanité démographiquement réduite, et dépourvu sentimentalement et spirituellement de toute humanité).

La propagation mondiale de cette doctrine capitaliste utilitariste a infecté toutes les classes dirigeantes, pour qui l'avoir (\$\$\$) a remplacé l'être, la quantité a effacé la qualité, l'esprit marchand a englouti les valeurs morales. Aussi, dressés comme des machines à commander, accoutumés à observer la vie uniquement par le prisme de la quantité, des statistiques, des courbes et des nombres, les technocrates modernistes (fascistes) sont-ils dépourvus de toute empathie, incapables d'évaluer l'impact inhumain de leurs décisions. Avec leur logique comptable, leur cerveau en forme de calculette, la vie

devient une abstraction, la société une irréalité, les rapports humains sont réifiés, la gouvernance chosifiée. Nous avons affaire à de véritables pervers narcissiques et psychopathes, des êtres dépourvus d'affects, de sensibilité, d'humanité... N'est-ce pas l'exacte définition du fascisme et du social-fascisme ? ([10] Marie-Estelle Dupont: «Les individus sont fragilisés par cette répression, ce chantage, cette manipulation médiatique» – les 7 du quebec et fascisme : Résultats de recherche pour « fascisme » – les 7 du quebec))

## Les gouvernants contaminés par le virus de la doctrine capitaliste utilitariste

Pour escamoter leur incompétence, ils se dissimulent derrière les courbes statistiques, les chiffres comptables. Leur reproche-t-on la réduction des lits d'hôpitaux, les technocrates sous-fifres des politiciens vassaux des ploutocrates milliardaires s'abriteront derrière les restrictions budgétaires. Leur reproche-t-on la défaillance des équipements médicaux (masques, tests, respirateurs, lits de réanimation), ils brandiront, dans un langage technique abscons, l'argument spécieux de « la conformité aux règles comptables exigées par les instances économiques supranationales garantes d'une gestion optimale en matière de sécurité établie selon les normes de fonctionnement en flux tendu en cours dans toutes instances gouvernementales » (sic). Leur présentera-t-on un tableau dramatique du nombre de femmes et d'hommes morts du fait du Covid-19 ou d'autres maladies, ils ne verraient qu'abstraction chiffrée et non une réalité humaine décimée.

Ironie de l'histoire, en plein XXIème siècle, à l'ère de la domination triomphale de la science et de la technologie, les classes dirigeantes décadentes, pour lutter contre un banal virus grippal, auront employé trois moyens mortellement incongrus : le confinement-isolement dément ayant entraîné la mort de million de pauvres en pays émergents; l'euthanasie déguisée en compassion pour les vieux et les vulnérables; et la vaccination expérimentale avec des médicaments non validés-alambiqués et testés sur des milliards de cobayes anthropoïdes contraints.

En effet, au lieu de soigner la maladie, sous forme thérapeutique médicale curative conventionnelle (totalement proscrite par les autorités gouvernementales), les médecins (tels des marabouts prescrivant des potions magiques pour guérir les maux de leurs clients en détresse, moyennant paiement de sommes souvent colossales), sous la pression des États soumis aux firmes pharmaceutiques, auront été assignés au rôle de prometteur de la vaccination. Autrement dit, usant de formules incantatoires vaccinales en guise d'argumentation scientifique, il se seront bornés d'orienter les patients vers les vaccinodromes, à déléguer leur pouvoir soignant aux vaccins, cet élixir pharmacologique, dernière potion médica-menteuse génique aux vertus magiques, inventée par les laboratoires des Big Pharma. Ainsi, les médecins auront démissionné de leur fonction soignante, décidant de ne plus soigner. Autant par lâcheté que par esprit de vénalité, ils auront trahi leur serment d'Hippocrate. (Pourtant, dans les études de médecine les étudiants apprennent que la vaccination ne doit jamais être employée pendant une période épidémique.)

Or, une maladie, ça se soigne. La maladie ne se vaccine pas. Sinon, autant supprimer la médecine pour octroyer le pouvoir thérapeutique médicale à la seule vaccination, autrement dit aux laboratoires pharmaceutiques, ces nouveaux thaumaturges de la médecine. Une vaccination, c'est un simple additif aux soins. C'est d'autant plus un additif dès lors qu'il s'agit d'un véritable vaccin. Or, ce n'est pas le cas avec les nouveaux produits géniques ARN-m commercialisés pourtant encore en phase d'essai clinique, c'est-à-dire expérimentale.

Par ailleurs, selon les gouvernants la surmortalité enregistrée au cours de l'année 2020 serait imputable à la saturation des hôpitaux, autrement dit aux admissions massives de malades dans les établissements de soin débordés. De même, selon le gouvernement Macron (c'est le même argument excipé par tous les États atlantistes), les mesures restrictives, tout comme les confinements, avaient été décrétées car les hôpitaux étaient saturés par les admissions ininterrompues de patients atteints de Covid. Donc, selon les gouvernants, c'est pour éviter une surmortalité incontrôlable dans les hôpitaux saturés de patients de Covid que les États avaient décidé d'instaurer les confinements, restreindre les déplacements, fermer les établissements accueillant le public, pour éviter également la propagation accélérée du virus.

Or, aujourd'hui, à lire le dernier rapport publié par l'ATIH (Agence technique de l'information sur l'hospitalisation), consacré aux hospitalisations en France, notamment aux causes des admissions hospitalières des patients, on apprend que les hôpitaux français n'ont accueilli au cours de l'année 2020 à peine 2% de malades liés au Covid. Dès l'introduction, le rapport écrit : « au cours de l'année 2020, les patients Covid représentaient 2% de l'ensemble des patients hospitalisés, tous champs hospitaliers confondus ». Ainsi, par ce rapport officiel, on découvre que, durant l'année 2020, au plus fort de la pandémie ayant prétendument saturé les hôpitaux, seulement 2% des malades hospitalisés étaient des patients Covid. Autant dire, *Rien*. Alors que les gouvernants et leurs médias stipendiés par les Big Pharma n'avaient cessé de déclarer que les hôpitaux étaient saturés, débordés par les admissions incontrôlables de malades de Covid, au point de ne plus pouvoir soigner les autres maladies (pour accréditer cette narration gouvernementale mystificatrice, de nombreuses consultations et interventions chirurgicales avaient été annulées par les hôpitaux, mettant ainsi en péril la vie de ces vrais malades sacrifiés sur l'autel de l'imposture sanitaire covidale). Au point d'organiser également, dans une mise en scène médiatiquement orchestrée, des transferts de malades vers d'autres régions aux hôpitaux prétendument moins saturés, voire vers l'étranger, notamment l'Allemagne, pour accréditer le scénario de la saturation des hôpitaux nationaux. Il ne faut pas oublier que cette imposture sanitaire gouvernementale a occasionné des mois de confinement avec les dommages collatéraux financiers, sociaux et psychologiques dramatiques. À analyser uniquement la situation de la France, le coût financier est estimé à 200 milliards d'euros juste pour l'année 2020 (d'ici la fin 2021, l'imposture sanitaire aura coûté 424 milliards d'euros), des millions de salariés mis en chômage partiel ou définitif (donc avec perte de revenus), des milliers de petits entrepreneurs acculés à la faillite, des millions de personnes

précipitées dans la paupérisation, plongées dans la dépression (35% des jeunes avaient déclaré avoir des idées suicidaires du fait des confinements et des restrictions, des millions d'élèves avaient subi des retards scolaires, développé des phobies scolaires du fait notamment du port du masque en cours et des multiples mesures restrictives).

---

Nota bene : Pour ceux qui souhaiteraient être éclairés sur les réelles intentions des gouvernants, animés depuis des années par le projet de la mise en œuvre de l'Euthanasie sociale et économique, voici ce qu'écrivait déjà en 1981 un de leurs serviteurs et fidèles conseillers, Jacques Attali. En effet, dans le livre « l'Avenir de la Vie » (Segher éd.), publié par Michel Salomon, Jacques Attali déclarait : (...) « dès qu'il dépasse 60/65 ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte alors cher à la société.

D'où je crois que dans la logique même de la société industrielle, l'objectif ne va plus être d'allonger l'espérance de vie, mais de faire en sorte qu'à l'intérieur même d'une durée de vie déterminée, l'homme vive le mieux possible mais de telle sorte que les dépenses de santé seront les plus réduites possible en termes de coûts pour la collectivité ». Quelques lignes plus loin, il déclarait : « en effet, du point de vue de la société, il est bien préférable que la machine humaine s'arrête brutalement plutôt qu'elle ne se détériore progressivement ». (...). « On pourrait accepter l'idée d'allongement de l'espérance de vie à condition de rendre les vieux solvables et de créer ainsi un marché. Je crois que dans la logique même du système industriel dans lequel nous nous trouvons, l'allongement de la durée de la vie n'est plus un objectif souhaité par la logique du pouvoir ». (...) « *L'euthanasie sera un des instruments essentiels de nos sociétés futures dans tous les cas de figures* ». (...) « Dans une société capitaliste, des machines à tuer, des prothèses qui permettront d'éliminer la vie lorsqu'elle sera trop insupportable, ou économiquement trop coûteuse, verront le jour et seront de pratique courante. Je pense donc que *l'euthanasie, qu'elle soit une valeur de liberté ou une marchandise, sera une des règles de la société future* », préconisait-il. (...)

« La production de consommateurs et leurs entretiens coûtent cher, plus cher encore que la production de marchandises elles-mêmes. Les hommes sont produits par des services qu'ils se rendent les uns aux autres, en particulier dans le domaine de la santé, dont la productivité économique n'augmente pas très vite. ». « La productivité de la production de machines, augmente plus rapidement que la productivité relative de la production de consommateurs. Cette contradiction sera levée par une transformation du système de santé et d'éducation vers leur marchandisation et leur industrialisation. ». Ainsi, pour les puissants, l'euthanasie sociale et économique constitue une variable d'ajustement économique censée réduire les coûts d'entretien de personnes « improductives », « inutiles » à la société.

---